



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ · ÉGALITÉ · FRATERNITÉ

Monsieur Sébastien LECORNU
Premier ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 PARIS

Paris, le 24 Septembre 2025

Objet : Situation de l'hébergement d'urgence – Demande de rendez-vous dans le cadre du projet de loi de finances pour 2026

Monsieur le Premier Ministre,

La crise du logement frappe aujourd'hui une large partie de la population, en particulier les plus fragiles et les plus vulnérables. C'est pourquoi nous pensons qu'il est essentiel d'orienter davantage la politique du logement autour de priorités claires, en renforçant l'hébergement d'urgence, en développant le logement social et en facilitant les parcours d'accession à la propriété.

Les derniers chiffres disponibles confirment notamment une dégradation préoccupante de la situation de l'hébergement d'urgence :

- En 2025, plus de 2 100 enfants dorment chaque soir à la rue en France ;
- En 2024, 855 personnes sans domicile sont décédées, dont 38 enfants ;

Le 115 ne parvient plus à répondre à la demande, compte tenu des milliers de personnes sans solution chaque soir, et ce malgré des critères de vulnérabilité de plus en plus restreints.

Cette situation suscite une mobilisation croissante des acteurs associatifs, des collectivités territoriales et des parlementaires de tous bords. Le Sénat a adopté à l'unanimité une résolution visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants le 19 mars 2025. Chaque année, des amendements visant à accroître les capacités du parc d'hébergement d'urgence sont adoptés en commission, sans être retenus dans les lois de finances.

Pourtant, sur le terrain, les difficultés demeurent : l'insuffisance des places disponibles, l'absence de continuité dans la prise en charge et la pression sur les services sociaux et le secteur associatif, rendent nécessaire une réponse structurelle.

Dans cette perspective, et à l'approche de la préparation du projet de loi de finances pour 2026, nous souhaitons solliciter un rendez-vous avec vous afin d'échanger sur les besoins identifiés, les leviers mobilisables, et les priorités budgétaires envisageables en matière d'hébergement et de logement.

Nous vous remercions par avance pour l'attention que vous porterez à cette demande et restons à votre disposition pour convenir d'un créneau de rencontre.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier ministre, à l'assurance de notre haute considération

Marie-Charlotte Garin, députée écologiste
Lionel Causse, député Ensemble pour la République
Sandrine Runel, députée Socialistes et apparentés
Maud Petit, députée Les démocrates
Karine Lebon, députée Gauche Démocrate et Républicaine
François Piquemal, députée La France insoumise
Stella Dupont, députée non inscrite
Cyrielle Chatelain, députée écologiste
Eva Sas, députée écologiste
Danielle Simonnet, députée écologiste
Zahia Hamdane, députée La France Insoumise
Charles Fournier, député écologiste
Julie Ozenne, députée écologiste
Arthur Delaporte, député socialiste et apparentés
Sabrina Sebaihi, députée écologiste
Arnaud Bonnet, député écologiste
Philippe Brun, député socialiste et apparentés
Boris Tavernier, député écologiste
Stéphane Peu, député Gauche Démocrate et Républicaine
et plusieurs de leurs collègues

ainsi que

Manuel Domergue, porte-parole du Collectif des Associations pour le Logement,
Nathalie Latour, porte-parole du Collectif des Associations pour le Logement,
Adeline Hazan, Présidente de l'UNICEF France